

PAPYRUS



PB-PP|B-01478
BELGIE(N)-BELGIQUE

Bureau de dépôt
Bruxelles X - P204025

Trimestriel n° 95/2023 - ÉTÉ

le magazine de



CYCLE SANTÉ :

La représentation des
corps des personnes âgées

ANALYSE :

La radio dans nos activités,
un outil d'éducation populaire ?



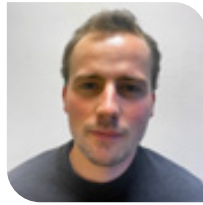
Sylvain Etchegaray

Direction



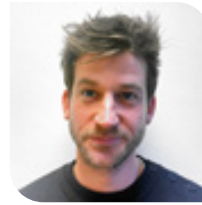
Cayetana Carrión

Coordination
Éducation
Permanente/
Communication



Marin Buyse

Chargé d'étude



Bertrand Gevart

Chargé d'étude



Christine Huclin

Secrétariat



Brabant-Wallon

Emmanuelle Kuborn

010/22 93 54
Avenue des Déportés 31-33
1300 Wavre
emmanuelle.kuborn@ago-asbl.be



Hainaut-Namur

Valérie Renard

081/24 03 53
Rue Bas de la place 35
5000 Namur
valerie.renard@ago-asbl.be



Bruxelles

Aurélie Hooreman

02/209 49 31
Place de la Reine 51/52
1030 Bruxelles
flpb@mutplus.be



Liège

Marie-Blanche Ziane

04/229 74 62
E40 Business Park Rue de Bruxelles 174 G
4340 Awans
marie-blanche.ziane@ago-asbl.be



Hainaut Centre

Olivia Strano

064/84 84 67
Rue Anatole France 8
7100 La Louvière
olivia.strano@ago-asbl.be



Luxembourg

Sophie Picard

0476 78 05 89
Rue des Jardins 54
6600 Bastogne
sophie.picard@ago-asbl.be



Hainaut Ouest

Pierre Tromont

069/34 38 39
Rue Morel 9
7500 Tournai
pierre.tromont@ago-asbl.be



📍 Rue de Livourne 25
1050 Bruxelles

☎ 02/538 10 48

📠 02/542 87 45

✉ info@ago-asbl.be

💻 www.ago-asbl.be



Suivez-nous aussi sur Facebook

IBAN : BE08 3100 0051 6513

BIC : BBRUBEBB

N° entreprise : 413 720 836



ACTIVITÉS

- Cycle santé : Corps accords 4
- Agenda des activités conviviales et culturelles 5-6
- La numérisation de la société : enfermés dehors ? 7-8
- Les enjeux de l'alimentation durable pour les seniors 9
- Visite à la ferme de Besonrieux 10
- Nourrir la ville hier et aujourd'hui 11



ACTUALITÉS

- Interview d'Éric, agriculteur senior à La Louvière 12-13
- Dernier rapport du Conseil facultatif fédéral des aînés, 2020-2021 14



ANALYSE

- La radio dans nos activités, un outil d'éducation populaire ? 15-16-17



SANTÉ

- Manger local et de saison, une tendance qui a du goût ! 18-19



DIVERS

- Les asbl associées : Humundi 20

ERRATUM

Nous sommes profondément désolés des erreurs qui se sont glissées bien malgré nous dans le dernier Papyrus. Ainsi, il faut lire en page 3 et dans l'ordre suivant : Marin Buyse, Chargé d'études ; Bertrand Gevert, chargé d'études ; Christine Huclin, Secrétaire.

De même, les logos des institutions qui nous soutiennent auraient dû figurer en dernière page.

ÉDITO

Fin juin, au moment où ces lignes sont écrites, la Belgique vit depuis presque un mois sous des chaleurs absolument estivales, presque caniculaires.

Une part de nous ne peut s'empêcher de s'en réjouir et d'en profiter, tandis qu'une autre ne peut s'empêcher de lier ces températures au réchauffement climatique et d'en tirer de funestes conséquences. On s'inquiète alors : a-t-on pour toujours perdu cette innocence, cette joie simple du soleil enfin retrouvé ? On ne l'espère pas, mais comme toujours, notre conseil reste le même : transformons ce négatif en positif, et l'angoisse en action !

Et en parlant d'actions (notez le pluriel...!), ce numéro du Papyrus vous propose à la fois un état des lieux de nos réflexions actuelles et un aperçu de celles à venir.

De l'alimentation durable (saine, accessible, respectueuse de l'environnement, et spécifiquement réfléchi dans le cadre du vieillissement) à la représentation des seniors (et de leurs corps) dans l'espace public, nous travaillons toutes et tous pour nous libérer des visions erronées sur le vieillissement et construire ensemble à la fois un savoir transmissible qui part de vos propres expériences et de vos regards sur le monde, et un ensemble de revendications qui visent le changement.

Réfléchir la société et la changer, pour plus de bien-être, de vivre ensemble et de solidarité.

ÂGO (autrefois : LLP) fête cette année ses 50 ans. 50 ans pour vous, avec vous, et un projet qui continue à évoluer, pour (au moins !) les 50 prochaines années, et les seniors de demain !

Bel été, et à bientôt...

Sylvain ETCHEGARAY
Directeur

Chantal BERTOUILLE
Présidente





Corps accords : la représentation des corps âgés

Les corps vieillissants sont souvent associés à une forme de déclin. La représentation des corps âgés dans nos sociétés passe par des images et tout un champ lexical qui oppose à la vigueur, la beauté, la force et la vitalité de la jeunesse, les effets d'usure, de flétrissement et de déclin des corps âgés. Comme le rappelle Stéphane Adam, le vieillissement est généralement défini selon des critères biomédicaux : « *une dégradation progressive et inévitable de la plupart des fonctions du corps* ». Vieillir serait donc une sorte de maladie qui s'imprime dans la représentation que l'on se fait des corps âgés, occultant de cette façon qu'il s'agit d'un processus normal qui fait partie du cycle de toute vie.

C'est dans ce contexte que Âgo questionne les injonctions au bien vieillir. Si l'idée du bien-être pour toutes et tous, quel que soit l'âge, est parfaitement légitime, la prise en charge, qu'elle soit individuelle ou collective (politiques de santé publique par exemple), du bien-être physique et mental des personnes âgées, s'opère selon une représentation négative et pessimiste des corps âgés et ne tient pas toujours compte de la diversité des vieillissements.

Dès lors la représentation des corps âgés reflète un certain nombre d'enjeux qui portent sur la notion de bien-être, les dimensions économiques du vieillissement, le paradoxe que représente l'injonction au bien vieillir, ainsi que sur les aspects liés au genre.

Âgo organise à partir d'octobre, des tables de réflexion participatives sur le thème de la représentation des corps âgés dans l'espace public et dans la sphère privée. Levier pour interroger la place des seniors dans la société, nos activités ont pour ambition de mobiliser le pouvoir d'agir citoyen des seniors et de leur permettre de porter un regard critique et une voix collective sur les défis qui nous concernent toutes et tous.

Les activités démarreront à Beauraing, Rochefort et Bruxelles. Les dates ne sont pas encore fixées mais elles seront annoncées dans les semaines qui viennent via la newsletter de Âgo et notre site internet : www.ago-abl.be.





Cet agenda est surtout là pour vous informer de certaines activités d'éducation permanente, mais aussi d'activités conviviales et culturelles qui ont lieu près de chez vous. Cette liste n'est pas exhaustive et nous vous invitons à contacter les animateurs et animatrices (page 2), ainsi qu'à consulter le site www.ago-asbl.be.

À bientôt !

NAMUR

Valérie Renard - 0494/25 84 48

Rochefort

5 septembre, 3 octobre, 7 novembre :
Ateliers mémoire.

10 octobre :
Visite guidée de la centrale nucléaire de Chooz.

Infos et réservations : Jean-Pierre Wauthy - 0475 65 58 23

LIEGE

Marie-Blanche Ziane - 04/229 74 62

Waremmé

12 septembre : Conférence « La grande traversée des Alpes » par J. Matthys et N. Jacques.

Infos et réservations : Gigi Baar - 0475/64 51 23

Liège

19 septembre : Matinée : Visite guidée du Musée de la Banque, rue Montagne aux Herbes + repas. Après-midi : visite guidée de l'Hôtel de Ville. Organisation en co-voiturage au départ de la gare des Guillemins.

Infos et réservations : Huguette Mathias - 04/254.12.13 ou 0494/46.45.05

12 octobre - 10h : Visite de l'exposition « Ordures » avec la Commission Environnement de Liège au musée de la Vie Wallonne, suivie d'un dîner au restaurant « Le cloître ».

Fédération de Liège

26 septembre : Car Fédéral à Lierre (Lier) : ancienne ville située aux confins de la Campine anversoise et du Brabant.

- En matinée : visite guidée de la Tour Zimmer du grand horloger (1888-1970), ou visite guidée du béguinage (à choisir à l'inscription).
- Repas à la Brasserie restaurant " Het Moment ".
- Après-midi : tour en bateau (durée 2h).

Arrêts dans les amicales de Hannut, Ans et Waremmé.

Infos et réservations : Marie-Blanche Ziane - 04/229 74 62

Ans

7 septembre - 14h30 : Animation « Less is more » ou comment Eco consommer est souvent synonyme de « moins ». Comment ces moins peuvent nous apporter plus de liberté, plus de santé, plus d'économies, plus de convivialité. Rue des Charrons, 17, Loncin.

Waremmé

17 octobre : Animation « La sexualité des aînés », par Yves-Albert Boucly, dans l'amicale de Waremmé.

21 novembre : Ciné/débat « The Father » de Florian Zelle, suivi d'un débat sur Alzheimer dans l'amicale de Waremmé, en collaboration avec le CCCA, le Foyer Culturel et Enéo.

Infos et réservations : Gigi Baar - 0475/64 51 23

Hannut

Marie-José Cap - 0479/79 11 70
m-j.cap@skynet.be

22 août : Excursion à la mer.

5 septembre : Visite de Hesbyfrost.

12 septembre : Musée de Mariemont /promenade dans le parc - le chant d'Eole.

26 septembre : Excursion fédérale à Lierre.

23 octobre - 15h00 à 16h00 : Animation de l'Agence Wallonne pour la sécurité routière à l'attention des seniors dans l'Amicale de Hannut, Rue de Tirlemont, 67B (accidentalité, mode de déplacement par rapport aux victimes, perte d'autonomie au volant...).

15 novembre : Bowling.

20 novembre - 13h00 -16h00 : 2ème séance Animation de l'Agence Wallonne pour la sécurité routière à l'attention des seniors dans l'Amicale de Hannut, Rue de Tirlemont, 67B.

27 novembre - 19h30 : Conférence « la Bourgogne ».



LUXEMBOURG



Sophie Picard - 0476/78 05 89

Arlon

23 septembre - 12h : Repas d'automne de l'Amicale Jules Massonnet.

Infos et réservations : Paul Laffineur - 0456/38 33 52

Libin

2 octobre - 14h : Ciné-débat « L'alarme de Louissette ».

HAINAUT-OUEST



Pierre Tromont - 069/34 38 39

Frasnes

19 septembre - 14h30 : Conférence « Économiser l'énergie au quotidien », par l'asbl Ecoconso.

Infos et réservations : Liliane Place - 069/86 70 83

Ath

21 septembre - 15h : conférence « Économiser l'énergie au quotidien », par l'asbl Ecoconso.

Infos et réservations : Guy Rensonnet - 0479/63 01 41

Tournai

21 septembre : Excursion à Gand-Philippine et Sluis, 67€ repas compris.

Infos et réservations : Pierre Tromont - 069/34 38 39

Quiévrain

5 novembre : Repas polonais.

Infos et réservations : Jacquy Danhier - 065/45 86 43

Péruwelz

7 novembre - 14h30 : Conférence « Économiser l'énergie au quotidien », par l'asbl Ecoconso.





La numérisation de la société : enfermés dehors ?

Nos seniors de Wavre et Quiévrain étudient la question.

Depuis la crise du Covid-19, nous assistons à une accélération inédite de la numérisation des services d'intérêt général tels que les services publics, administratifs, bancaires et la mobilité, mais aussi lorsqu'il s'agit de fixer une consultation chez le médecin, ou que nous souhaitons faire une réservation pour une activité culturelle ou pour un voyage.

Partant du principe que la plupart des citoyens sont déjà en ligne, la Belgique mène une campagne du « digital par défaut » des services publics depuis les années 2000 avec deux promesses : on peut faire plus et mieux à moindre coût, et on propose un service optimal et convivial, personnalisé, accessible 24/24 qui garantit la qualité du service, l'autonomie et la facilité d'accès aux usagers.

Cependant, comment la réalité de la numérisation de la société est-elle vécue par les aînés ? En quoi la numérisation des services d'intérêt public répond-elle aux besoins réels de la population, en particulier ceux des seniors ? Quels sont les enjeux démocratiques et citoyens de la numérisation des services d'intérêt public ? Quelles sont les conséquences de la transformation numérique de notre société du point de vue des seniors ? Ces questions et bien d'autres ont été soulevées durant des tables de réflexion participatives animées par Âgo, en partenariat avec Média Animation, et auxquelles ont participé deux groupes de seniors volontaires, l'un de Wavre et l'autre de Quiévrain, pendant cinq matinées, entre mars et mai 2023.

Inscrit dans une démarche d'éducation permanente centrée sur l'engagement collectif, le projet s'est appuyé sur des outils d'intelligence collective qui ont permis aux participants de mettre en commun leurs expériences et leurs savoirs. Ils ont ainsi pu interroger, à partir de leurs vécus, les avantages et les inconvénients de la numérisation de notre société, et construire collectivement une réflexion et un positionnement reflétant le point de vue et les demandes des seniors.

Le parcours a abouti à une session d'enregistrement radiophonique dont l'objectif a été de rendre public le témoignage, la réflexion et le point de vue critique des seniors participants à propos de cette question de grande actualité sociale et citoyenne (voir l'article « La radio dans nos activités, un outil d'éducation populaire ? » p.15)

Exploration des pratiques et interrogations

L'exploration du sujet est parti du partage d'expériences et des vécus personnels de chaque participant par rapport à sa pratique du numérique. Parmi les thèmes abordés, figurait celui du choix. Toutefois, tout en étant conscients qu'il n'y aura pas de retour en arrière et qu'il faudra s'adapter, les participants ont observé que la transition vers la numérisation des services d'intérêt public n'a pas fait l'objet d'une consultation citoyenne mais qu'elle s'est imposée progressivement, surtout depuis la crise du Covid-19. Elle n'a donc pas tenu compte des réalités de nombreux citoyens et citoyennes, notamment les seniors. Par exemple, les seniors se sont interrogés sur les conséquences de la numérisation des services d'intérêt public pour ceux qui perdent la vue, qui souffrent de démence ou qui ont des difficultés à utiliser et à comprendre l'utilisation des applications digitales. Comment accéder à des droits lorsque les dispositifs qui devraient le permettre ne sont pas adaptés, et que les alternatives se réduisent à mesure que la numérisation se généralise ?

Certains participants ont révélé que leur entrée en retraite les avait éloignés de l'utilisation des outils informatiques et ont observé une difficulté « à s'adapter aux changements d'outils et aux nouveautés numériques » (Chantal, Quiévrain), reconnaissant ainsi une forme de « déconnexion ». La numérisation des services a donc renforcé leur dépendance vis-à-vis d'un proche, notamment dans l'utilisation des services bancaires en ligne, opposant ainsi la réalité à la promesse de l'autonomie. D'autres ont renoncé à utiliser les outils numériques parce qu'ils font face à la hausse des prix des abonnements internet, mais aussi pour marquer une forme de résistance (Jean-Philippe, Quiévrain) ou juste par choix pratique et tant qu'il est encore possible de se faire aider par un proche (Annie, Wavre).

Inquiétudes, craintes... mais aussi avantages

Au fil des rencontres, les participants ont exprimé leurs inquiétudes, notamment par rapport à l'évolution des contacts entre les générations, l'utilisation des QR codes, l'apprentissage de la navigation sécurisée sur Internet, et les



préoccupations quant à l'avenir et à la nécessité de s'adapter continuellement.

Parmi les craintes exprimées, on retrouve la sécurité des paiements en ligne (tickets de voyage, de transport, de spectacle) et la peur de commettre de fausses manœuvres ; l'absence d'intuitivité des explications fournies, le coût des impressions papier pour confirmer les actions effectuées en ligne, ainsi que les préoccupations liées au contrôle des données privées.

Les participants ont également dénoncé une technologie dont la logique, la compréhension et l'application n'est pas facile pour tout le monde. Ainsi, certains groupes comme les personnes âgées peuvent se retrouver à la fois en incapacité technique, mais aussi se décourager pour faire valoir leurs droits et les prestations sociales garanties par l'État auxquels ils ont droit : remboursement de frais médicaux, accession à l'APA (aide aux personnes âgées) notamment. Ces cas de non-recours aux droits fondamentaux questionnent la logique de l'accessibilité pour toutes et tous des services d'intérêt public garantis par l'État et créent un paradoxe : ce sont les citoyens et citoyennes qui en ont le plus besoin qui rencontrent des difficultés à accéder et donc à réaliser leurs droits, creusant ainsi un écart entre « les modalités actuelles de la numérisation des services publics et l'augmentation des inégalités sociales » (Périne Brotcorne, sociologue). Dès lors, les seniors participants se sont interrogés sur les possibilités réelles de choisir entre différentes alternatives, ou si le numérique est une contrainte à laquelle ils ne pourront échapper, alors même que leur avis sur la question n'a jamais été sollicité.

Mais le numérique n'est pas que désavantages. Les seniors participants ont souligné la facilité, la rapidité et la disponibilité des services en ligne, ainsi que la possibilité d'approfondir ses connaissances sur des sujets d'intérêt personnel. Les participants ont reconnu que chaque nouveauté demande un apprentissage, parfois difficile, mais qu'avec de la persévérance, de la curiosité et en mutualisant leurs connaissances et expériences du numérique, il est possible de s'adapter et de garder une certaine autonomie face à la numérisation.

Pour conclure, quelques pistes pour un changement

En clôture des séances de réflexion, les participants ont créé une émission de radio afin de faire valoir leurs expériences et réflexions, et de sensibiliser le public et les décideurs sur l'importance de mettre en place des alternatives adaptées pour que chaque citoyen puisse accéder à l'ensemble de ses droits. Ils ont formulé des demandes telles que l'utilisation d'un langage compréhensible dans les explications, la prise en compte des difficultés physiques liées au vieillissement, la mise en place de lieux d'apprentissage pour les seniors, le maintien, le soutien et la multiplication des EPN (espaces publics numériques) à Bruxelles et en Wallonie, ainsi que la création d'un nouveau métier d'informaticien public pour accompagner les personnes en difficulté, et le maintien d'une alternative humaine dans l'accès aux services.

Le podcast radiophonique sera disponible sur le site de Âgo, www.ago-asbl.be, à partir du mois d'octobre. Une publication spéciale sera consacrée à une étude sur les seniors et le numérique. Elle paraîtra en novembre et sera disponible sur demande à info@ago-asbl.be.



Les enjeux de l'alimentation durable pour les seniors

Depuis avril de cette année et ce dans plusieurs Provinces en Wallonie, ÂGO propose aux seniors un cycle de 5 animations participatives à propos de l'alimentation durable et de ses implications pour les personnes âgées.

Dans une démarche d'éducation permanente et par l'intermédiaire d'outils d'intelligence collective, les seniors participants construisent ensemble une réflexion sur l'alimentation durable et le vieillissement à partir de leur propre vécu. Photolangage, débats mouvants, projection de court-métrage, jeu de la ficelle,... sont des outils grâce auxquels nous décortiquons la question et arrivons à enrichir un savoir ascendant.

Après les premières animations consacrées à « dénoncer » le système dans lequel s'inscrit notre pratique alimentaire, vient la partie « énoncer les alternatives ». Depuis quelques années, les alternatives voient le jour principalement dans le développement des circuits courts, locaux et biologiques, censés répondre aux impératifs écologiques et de santé de la population. Mais elles ont leurs limites. Elles ne permettent pas toujours de rétribuer correctement les producteurs, se font rattraper par le marketing de la grande distribution, font difficilement le poids face à l'industrie agro-alimentaire... et surtout elles sont chères et donc peu accessibles à l'ensemble de la population.

Les alternatives locales et bio répondent-elles aux réalités des personnes âgées, qui ont pour la plupart moins de revenus que lorsqu'elles travaillaient ? Comment accéder à une alimentation saine, variée et de qualité, respectueuse de l'environnement et qui tienne compte des réalités économiques de chaque personne ? La santé dépend en très grande partie de la qualité des aliments consommés et de leur accessibilité. Être en bonne santé c'est aussi garantir son autonomie le plus longtemps possible. Dès lors, bien se nourrir pour vieillir le mieux possible devrait-il relever d'une prise en charge individuelle de son bien-être ? Ne devrait-on pas y voir aussi une dimension collective qui assurerait à toutes et tous, quel que soit l'âge et la situation économique, l'accès à une alimentation saine, adéquate et respectueuse de l'environnement qui garantirait sa disponibilité aux générations futures ? Tel est le pari du droit à l'alimentation (1).

Aujourd'hui, des réflexions et des expérimentations en provenance du monde associatif tentent de permettre

à ceux et celles qui n'en ont pas les moyens d'avoir accès à une meilleure alimentation. La proposition de la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA), portée en Belgique par le CréaSSA (2), a retenu notre attention. La SSA transforme notre manière de voir l'alimentation en en faisant un droit universel plutôt qu'une marchandise. Ce projet de SSA veut généraliser l'accès de toutes et tous à une alimentation de qualité. Se calquant sur le principe de la sécurité sociale classique, il s'agit concrètement de cotiser collectivement et de redistribuer 150€ par personne. La proposition repose sur trois piliers : une cotisation proportionnelle aux revenus, l'universalité d'accès et le conventionnement des produits qui pourront être consommés avec ce montant (3). De plus, elle a également pour but de soutenir concrètement les petits agriculteurs locaux souvent mal rémunérés pour le travail réalisé.

Si la proposition peut sembler utopique, elle a le mérite d'ouvrir le débat sur de nombreuses questions liées aux limites des alternatives actuelles ainsi qu'au rôle de l'État. Elle remet aussi l'outil de la sécurité sociale, en tant que garant de la réalisation effective et universelle de nos droits, au centre de la réflexion.

Les tables de réflexion participatives mises en place par ÂGO n'ont pas pour ambition d'apporter des solutions toutes faites aux multiples problèmes qui touchent, de près ou de loin, notre assiette et en particulier celle des aînés. Nous espérons en revanche qu'elles contribueront à prendre en compte les réalités du vieillissement dans la réflexion sur l'alimentation durable, à questionner sous cette approche les injonctions au bien vieillir, et à nourrir le débat démocratique en y intégrant le point de vue critique et citoyen des seniors.



Sources :

(1) Droit à l'alimentation : <https://www.ohchr.org/fr/food>

(2) Collectif de réflexion et d'action sur la sécurité sociale de l'alimentation

(3) Claudia Benedetto, « Sécurité sociale de l'alimentation. Vers la réalisation d'un droit fondamental ? », Contrastes n° 215, Mars-avril 2023



Visite à la ferme de Besonrieux



Le mardi 6 juin 2023, les Seniors Louviérois ont eu l'occasion de visiter une ferme située en plein cœur du village de Besonrieux.

La ferme est une exploitation laitière, viandeuse et maraîchère. L'endroit parfait pour (re)découvrir le monde agricole actuel.

Première étape : la voie lactée

Dans un premier temps, le groupe se laisse guider dans l'étable des vaches laitières. Cette exploitation traite 150 vaches tous les jours.

Les journées sont rythmées par les traites qui se déroulent le matin et le soir, toujours à la même heure. Les Seniors participants ont pu discuter en long et en large de leurs propres expériences quant à la traite des vaches et ont, par la suite, pu comparer leurs connaissances avec la réalité du terrain aujourd'hui.

De nos jours, les exploitations sont très bien équipées. Le groupe a pu découvrir le fonctionnement de la traite et le cycle du lait du pis de la vache jusqu'aux bouteilles dans les magasins. La question de la juste rémunération des agriculteurs a également été abordée. En effet, après avoir discuté avec Éric et Nicolas, les gérants de l'exploitation, le groupe découvre qu'ils sont rémunérés 40 centimes pour 1L de lait. Une somme dérisoire comparée aux prix rencontrés dans les magasins.

Deuxième étape : la viande, c'est vachement bon !

Ensuite, les Seniors Louviérois ont pu jeter un œil dans l'étable des vaches viandeuses et découvrir l'incontournable race Blanc Bleu Belge. Cette race est impressionnante par ses caractéristiques viandeuses

extrêmement prononcées. Le groupe a pu profiter des explications de Nicolas, jeune agriculteur passionné, au sujet des vaches et leurs conditions de vies spécifiques.

Troisième étape : ramène ta fraise !

L'exploitation cultive également des fraises et, pour le plus grand bonheur du groupe de visiteurs, les serres étaient accessibles et tout le monde a pu en cueillir directement et les déguster. Cette exploitation ne travaille pas en « BIO » pour les fraises, elle a plutôt opté pour le NATUREL (pas de traitement, zéro produits) afin de garantir un goût et une qualité optimales. La réflexion s'est par la suite tournée vers les cultures BIO. Est-ce réellement une bonne chose ? Quelles sont les conditions pour obtenir un tel label ? Nicolas, l'agriculteur des lieux, a encore une fois pu expliquer l'envers du décor de certaines cultures BIO en Belgique et à l'étranger. Les Seniors étaient surpris de découvrir que tout était relatif et que parfois, une agriculture raisonnée valait mieux qu'un BIO venu d'ailleurs.

Dernier arrêt : le local, tout un fromage !

Après une bien belle visite, notre groupe de Seniors a pu s'installer autour d'une table (au soleil) afin de déguster une panoplie de fromages locaux issus d'une ferme voisine. Chacun fut surpris de découvrir des saveurs bien différentes de ce que l'on trouve en grandes surfaces.

Une chose est sûre, cette visite à la ferme n'aura laissé personne indifférent !

Nourrir la ville hier et aujourd'hui

Chaque jour, plus de 7.5 milliards de personnes sur la planète ont besoin de se nourrir. Une majorité d'entre elles vit depuis 2006 en zone urbaine ; parallèlement, le nombre de producteurs agricoles ne cesse de diminuer. « Comment allons-nous nourrir les villes grandissantes si de moins en moins de personnes produisent de la nourriture ? ». Partant de ce questionnement, notre association s'est rendue au Musée du Moulin et de l'Alimentation à Evere (Bruxelles), afin de prendre connaissance de l'évolution historique de l'approvisionnement alimentaire et de poser une réflexion sur les défis actuels auxquels les villes font face pour se nourrir.

L'alimentation industrielle dans nos assiettes, ou pourquoi en sommes-nous arrivés là ?

Les avancées technologiques et scientifiques de la révolution industrielle ont mené au développement du secteur agro-alimentaire. La demande croissante de la population urbaine pour des aliments préparés combinée à l'émergence des conserves et des frigos ont contribué à cet essor dès le milieu du XXe siècle.

La maîtrise de la chaîne du froid permet la conservation et l'accès à tous les aliments désirés, transformés ou non, même ceux qui ne se produisent pas chez nous. Le développement du secteur agro-alimentaire passe aussi par des systèmes de distribution plus performants et par l'apparition des supermarchés qui permettent de retrouver dans un seul et même lieu tout ce dont les familles ont besoin pour se nourrir. Les villes ne produisent plus, elles importent.

La popularité du four à micro-ondes a eu pour effet d'augmenter la production des aliments industriels. Ainsi, 95% des aliments dans les assiettes urbaines sont transformés. Pourtant, cette alimentation riche en colorants, sel et conservateurs, est néfaste pour notre santé et ne répond en rien à nos besoins nutritionnels. Au contraire, elle favorise l'obésité et l'apparition de maladies (cardio-vasculaires, cancer, diabète...).

Aujourd'hui, les pratiques destructrices de l'environnement du secteur agro-alimentaires posent question : surexploitation des terres, déforestations, pollution de l'air et des sols... Face à des Goliaths qui dominent le marché, les petits producteurs ont du mal à tirer leur épingle du jeu. Ils sont ainsi dépendants des prix fixés par le marché et victimes de la spéculation alimentaire.

Et demain ?

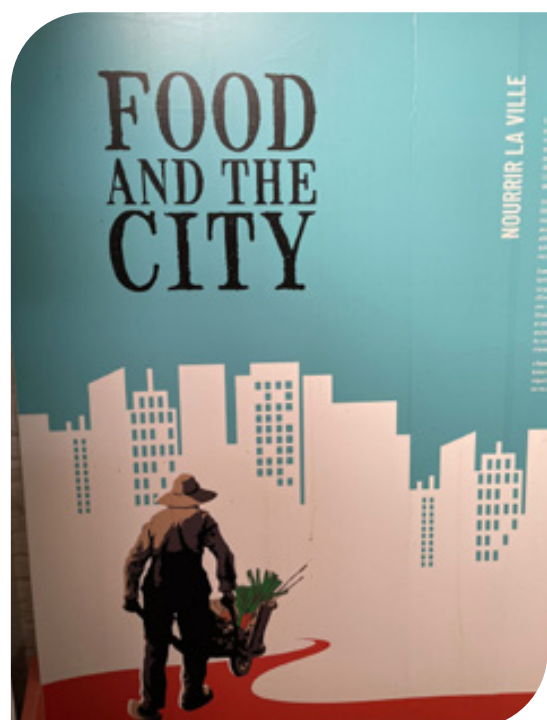
Notre groupe souligne que depuis les années quatre-vingt, les scandales alimentaires (crise de la vache

folle, crise de la dioxine, viande de cheval dans les plats préparés...) ont mis en évidence les pratiques douteuses de l'industrie agro-alimentaire et s'accorde sur l'importance et l'urgence du changement.

En effet, les connaissances actuelles nous permettent de mieux comprendre l'impact de notre alimentation sur notre santé et sur notre environnement. Selon les réflexions de nos seniors participants, cela passe par la consommation d'aliments ayant une empreinte carbone faible, issus de circuits courts et de l'agriculture biologique. Il faut développer des potagers et des fermes urbaines qui puissent offrir des alternatives durables à l'offre classique. En même temps, il s'agit aussi d'encourager des politiques qui proscrivent les emballages polluants et luttent contre le gaspillage : commerces du vrac, associations caritatives qui récoltent les invendus des supermarchés....

Manger pour changer le monde

De la révolution néolithique à la révolution industrielle, notre alimentation est à la base des tournants majeurs dans l'histoire de la vie humaine. Nos habitudes alimentaires déterminent notre mode de vie et la manière dont notre société est structurée. Nous concluons la visite de l'exposition en posant un postulat : « MANGER - cette action anodine qui est pourtant à la base de notre survie - est un enjeu majeur pour le futur de notre planète, où nous avons tous et toutes un rôle à jouer ».





Interview d'Éric, agriculteur senior à La Louvière

Dans le cadre de notre projet sur l'alimentation durable, notre équipe a recueilli les propos d'Éric, agriculteur senior dans le Hainaut, sur l'évolution de son travail au fil du temps et sur la façon dont la technologie s'invite dans un métier qui incarne avant tout le lien à la terre et aux autres.

Parlez-nous un peu de vous.

Je m'appelle Éric, j'ai 58 ans et je suis agriculteur dans le Hainaut. La ferme était celle de mon père qui est malheureusement parti bien trop tôt. J'ai tout repris seul à l'âge de 23 ans. On peut dire que j'ai ça dans le sang, je suis né pour la ferme. Mon fils travaille avec moi depuis bientôt 12 ans maintenant. La ferme s'agrandit, le cheptel aussi et la charge de travail, elle, ne fait qu'augmenter. Une chose est sûre : on ne s'ennuie pas !

Que faites-vous exactement ?

Nous élevons des vaches laitières (Holstein) et viandeuses (Blanc Bleu Belge) depuis toujours. Nous cultivons également des betteraves sucrières et d'autres cultures destinées aux bovins (maïs, luzerne, ray-grass). Nous cultivons également des fraises depuis 2018. À chaque saison son travail et à chaque travail sa saison !

Que pouvez-vous nous dire sur l'évolution de votre travail au fil des années ?

En tant qu'agriculteur et indépendant, le travail est une chose sur laquelle on peut s'appuyer, une valeur sûre. On a toujours quelque chose à faire quelle que soit la saison. C'est un travail avec des surprises, des imprévus, des contraintes, des soucis, on ne sait jamais de quoi la journée sera faite exactement. Mais à côté de cet aspect varié, il y a la constance des saisons, de la nature, du travail qui se répète chaque année et qui reste le même. La satisfaction de voir son troupeau qui se porte bien, d'avoir une bonne récolte, de voir son exploitation fleurir, on ne s'en lasse pas.

Toutefois il y a bien une chose qui est venue bouleverser cette machine bien rodée : la technologie.

En effet, durant ces quinze dernières années, j'ai vu énormément d'éléments de mon travail quotidien se modifier l'un après l'autre. Certains ont même tout simplement disparu. Voici quelques exemples qui peuvent paraître anodins mais qui pour moi, font l'objet d'une véritable révolution :

- Les paiements / banque / factures en ligne : auparavant, le banquier venait toutes les semaines à la maison et s'occupait lui-même des virements, etc. Il faut maintenant tout faire soi-même sur l'ordinateur ou le smartphone (que je n'ai pas, je lui préfère le bon vieux GSM à touches).
- Les commandes auprès des fournisseurs (aliments, sous-produits, fournitures diverses, etc.) : Il est à présent presque inconcevable de passer commande autrement que via la plateforme ou le site de chaque fournisseur.
- Les déclarations de superficie : tous les ans, il est indispensable pour chaque agriculteur de déclarer quelle culture il mettra sur quelle parcelle. Il faut encoder toutes ces informations sur un portail appelé «PAConWEB». Ces encodages sont parfois longs et fastidieux (lorsque cela fonctionne correctement bien entendu). Avant, une personne du Ministère se déplaçait jusqu'à la ferme pour prendre note de nos différentes cultures et les encodait lui-même par la suite.
- Pour déclarer les naissances des veaux, il faut impérativement tout faire via internet. Chaque veau qui naît doit être encodé de manière informatique. Auparavant, il fallait envoyer les déclarations par courrier postal. De nos jours, si nous souhaitons continuer à travailler sous format papier, nous devons payer des frais supplémentaires.
- Certains contrats sont maintenant également établis en ligne et signés de manière électronique.
- Enfin, la technologie dans les tracteurs suréquipés que nous avons la chance d'avoir aujourd'hui est très complexe. Par exemple, nous employons un système de guidage GPS pour travailler sur le champ. C'est un outil révolutionnaire (quand on sait s'en servir).

Pour conclure, je dirais que les avancées technologiques sont bénéfiques dans l'ensemble. Toutefois, en tant que jeune senior, je suis parfois dépassé par la complexité de certaines démarches informatiques et des réglementations en constant changement.

Et je ne suis pas le seul ! Il faut savoir que l'âge moyen de l'agriculteur en Belgique est de 55 ans. Je me considère chanceux d'avoir mon fils qui travaille à mes côtés et qui prend en main cet aspect plus technologique de la gestion quotidienne de

l'exploitation. Malheureusement, certains travaillent seuls et sont forcés de se mettre à jour constamment pour satisfaire à toutes les exigences actuelles. Ce n'est pas chose facile.

Pour moi, le plus important est la transmission des vraies valeurs, la famille et le travail. J'ai beaucoup appris à mon fils, ma manière de travailler, mes expériences. Je sais qu'il passera tout cela à son fils le moment venu. Pour moi, c'est une chose indispensable et le sens même de tout ce travail.





Dernier rapport du Conseil facultatif fédéral des aînés, 2020-2021

1 - Le Conseil consultatif des pensions fut créé par l'A.R. du 5 octobre 1994.

André Bertouille y siégea de 1997 à 2016, avec Corine Rosier comme suppléante, pendant près de 20 ans.

Il sera remplacé par le Conseil consultatif des aînés par la loi du 8 mars 2007, modifié par la loi du 18 décembre 2012.

2 - La Loi du 20 juillet 1990 visait à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis.

Elle fut modifiée par la loi du 17 juillet 1997.

3 - Le Conseil consultatif fédéral des aînés a publié le rapport annuel 2020-2021.

La lecture des avis rendus est importante.

Vous pouvez obtenir ce rapport gratuitement et sur demande en appelant l'asbl Âgo au 02/538 10 48, ou en envoyant un simple mail à info@ago-asbl.be.

De « Je reste toujours positive ! »

À « J'angoisse à chaque fois que je dois me faire examiner. »

Une **assurance hospitalisation** pour chaque moment de votre vie
> ml.be/nos-assurances



La mutualité à chaque moment de votre vie





La radio dans nos activités, un outil d'éducation populaire?

Le médium radiophonique, un outil qui facilite la prise de position des aînés ? Réflexion à partir d'un retour de terrain

Analyse rédigée par Bertrand Gevart – chargé d'étude pour Âgo ASBL

Lors de nos cinq rencontres à Quiévrain, nous avons abordé les questions afférentes à la citoyenneté à l'ère de la numérisation des services d'intérêt général. C'est dans ce contexte de réflexion autour des enjeux de la numérisation que nous avons mis en place à partir de la 4^{ème} séance un projet radiophonique visant à porter les revendications des aînés. C'est pourquoi nous souhaitons, à partir de cette expérience partagée avec les aînés, proposer quelques pistes de réflexion sur le processus d'émancipation et de prise de parole des aînés au sujet de la numérisation et sur l'outil radiophonique comme véritable facilitateur de prise de position dans le cadre d'un projet en éducation permanente.

Cette démarche, menée collectivement et encourageant l'exercice de la citoyenneté active, touche de près aux préoccupations et à l'expérience qu'a fait Walter Benjamin du médium radiophoniqueⁱ qu'il entend, tout comme l'éducation permanente, comme une pratique œuvrant vers de potentielles transformations sociales. La mise à disposition du micro aux aînés et la construction collective d'un récit critique rejoignent en tout point la visée politique de Benjamin souhaitant transformer la radio en « *instrument de gigantesque activité d'éducation populaire* » permettant de défendre une position politique et culturelle à large échelle et de manière publique.

Il faut secouer les politiques, les relais, les influenceurs, ceux qui ont le pouvoir et qui doivent nous aider à prendre le train en marche.

Guy

Pour mener à bien ce projet d'éducation populaire, le philosophe allemand met au centre de sa réflexion la nécessité de repenser le rapport entre « celui qui parle et celui qui écoute » dans l'objectif d'agir pour les générations futures et interrompre les catastrophes en coursⁱⁱ. Nous partageons l'idée de Benjamin selon laquelle l'investissement du

médium radiophonique, fondé sur la parole de celles et ceux qui en sont généralement privés, a une vocation de pédagogie critique en remettant en circulation ces voix oubliées.

Si le philosophe a toujours exercé un regard critique sur le progrès techniqueⁱⁱⁱ dans nombre de ses écrits, il s'en approche également pour l'utiliser afin de conscientiser le public sur les catastrophes en cours. Par le biais de la radio, il veut instaurer une compréhension du monde qui soit à la fois critique et proche de la réalité quotidienne de ses auditeurs en donnant la voix aux oubliés, aux « *sans paroles* » aux « *muets de l'histoire* ». Grâce à une pratique de l'exemple et du contre-exemple, mais aussi du temps de l'écoute déployé, le saisissement de l'outil radio par les aînés leur a permis d'interroger les certitudes qui les habitaient et de discuter autour des réflexions échaudées au préalable lors des séances précédentes. Ils utilisent le médium comme porte-voix pour rappeler la nécessité de prendre position, de s'organiser afin d'affirmer des revendications et le droit d'être pris en compte dans la politique actuelle qui prône le « tout numérique » sans tenir compte des groupes sociaux vulnérabilisés par ces politiques excluantes.

Cela fait maintenant cinq ans que je n'ai plus internet et je me sens de plus en plus exclu et isolé. Plutôt que de créer une forme d'émancipation, je suis confronté à la lenteur des démarches, à dépendre de ma famille et, au final, ne pas avoir accès à certaines choses nécessaires.

Jean-Philippe

Guy, rejoint par l'ensemble des participants, évoque un des pouvoirs politiques critiques qu'ont les aînés, celui de consommateurs : « *nous avons un pouvoir de consommateur que nous n'utilisons pas suffisamment, si tout le monde veut boycotter un service qu'on nous propose, celui qui nous propose ce service devra forcément changer ou proposer une alternative...il faut s'organiser, se constituer en groupe de pression en tant que seniors... On nous*



impose de nous adapter de plus en plus vite, donc il faut se positionner contre cela ». La dimension critique et politique est ainsi extrêmement présente, et Danielle, une autre participante ajoute : « Il faut exprimer nos desideratas, revendiquer de manière plus officielle...une des principales revendications c'est sans aucun doute de considérer les aînés comme des citoyens à part entière. Les seniors ne sont pas toujours considérés comme des citoyens...».

Dans ce sillon, Danielle questionne directement la place des aînés dans nos sociétés et la citoyenneté des aînés qui, dans le cas de la numérisation, constitue un véritable enjeu en termes d'accès à des droits essentiels. Car l'usage des technologies numériques est devenu une norme sociale dominante appréhendée comme « une condition matérielle nécessaire à un exercice renouvelé de la démocratie, permettant de s'affranchir des vieilles hiérarchies »^{iv}, c'est-à-dire une exigence pour continuer d'évoluer au sein d'un groupe social dont le quotidien est rythmé par le recours (parfois subi) à ces technologies. C'est pourquoi les participants de l'atelier radio y font résonner tant leur crainte que leur colère, avec un sentiment profond de ne plus être à leur place^v.

Par l'entremise du micro, ils se chargent de faire découvrir leurs expériences de la numérisation et intègrent un rapport prégnant entre le passé et le présent, car ils ont été témoins de l'accélération de la numérisation de la société et leur volonté est aussi de transmettre cette expérience aux autres générations, pour entretenir une mémoire de geste et de mots, une forme de rapport artisanal au monde qui se perd. Ce projet participe également à la restauration du sentiment d'utilité et de valorisation des aînés dans nos sociétés qui ont un véritable problème avec la vieillesse, un stimulateur de restauration de la confiance en soi et l'exercice de sa citoyenneté.

La numérisation est un fait de société duquel nous ne pourrions nous passer...un phénomène qui ne fera que s'étendre de manière inexorable...et quid des aînés ?

Guy

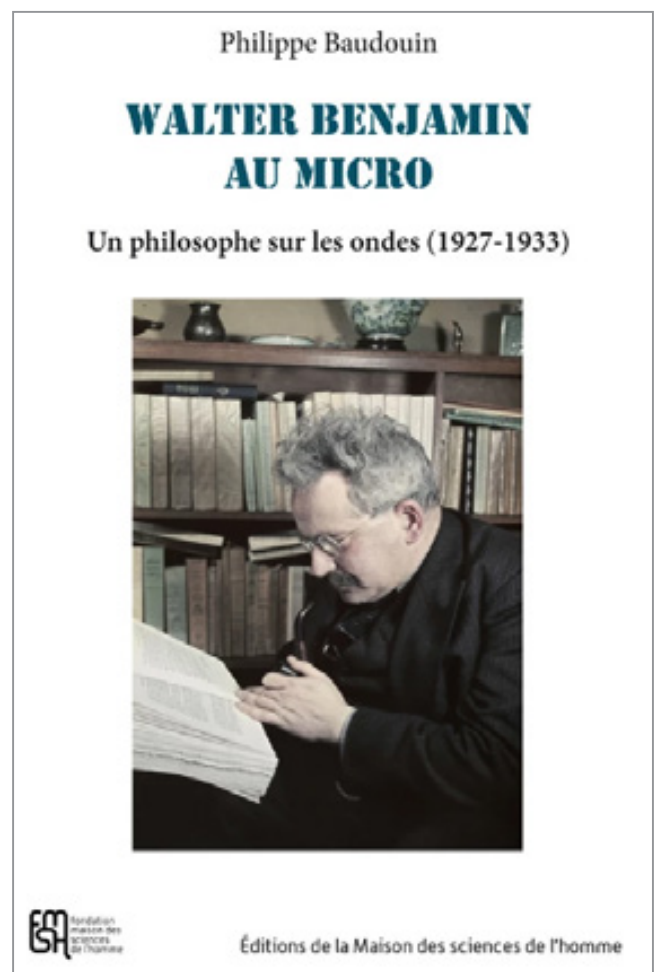




Au terme de cette réflexion sur l'outil radiophonique comme facilitateur de la prise de position des aînés, il nous semble important de rappeler que l'utilisation de certains médiums peuvent aider à fournir des cadres critiques pour engager un travail sur des questions de société avec les aînés sur le terrain. À ce titre, la valeur pédagogique de ce premier atelier vient de ce qu'il s'attarde à défaire leurs préjugés sur la numérisation de la société tout en construisant collectivement un point de vue critique, soulignant les points aveugles qui entourent cette question.

En promouvant des initiatives d'appropriation des outils, en comparant leurs usages, en énonçant les facteurs individuels déterminants ou significatif qui conditionnent les inégalités numériques auxquelles ils sont confrontés, ou en expliquant leurs parcours d'usagers / non-usagers, les aînés ont produit une réflexion critique sur les formes d'injonctions et de dominations culturelles afférentes à la numérisation et les obstacles qu'elle produit sur leurs usages, rejoignant certaines aspirations de Benjamin qui envisageait le médium comme outil de retournement politique et historique^{vi}.

Se dégage de ces prises de parole un sentiment de l'urgence du propos pour répondre à l'envahissement progressif de la société par la numérisation. Face à la « catastrophe », il y a donc la parole, celle des aînés, correspondant à une volonté d'agir dans cette phase numérique qui tend à fracturer et précariser encore plus certains groupes sociaux. Comme le conteur chez Walter Benjamin, ils puisent dans leur propre expérience et vécu pour véritablement éclairer les dangers que cache la numérisation et ouvrent leur expérience quotidienne aux autres générations pour les alerter de certains enjeux : ils deviennent les porte-parole de toutes ces voix qui subissent les injonctions au numérique.



ⁱ Pour mieux connaître le travail radiophonique de Benjamin, se référer aux ouvrages suivants : Sabine Schiller-Lerg, *Walter Benjamin und der Rundfunk*, München K.G. Saur, 1984. Mais aussi Theresia Wittenbrink, *Schriftsteller vor dem Mikrophon. Autorenauftritte im Rundfunk der Weimarer Republik 1924-1932*, Berlin, verlag für Berlin- Brandenburg, 2006. Mais aussi l'ouvrage de Philippe Baudouin, *Au microphone : Dr. Walter Benjamin. Benjamin, Walter*, Lumières pour enfants, trad. Sylvie Muller, Paris, Christian Bourgois, 1988.

ⁱⁱ Dans son écrit intitulé « Réflexions sur la radio », Walter Benjamin pose les jalons d'une réflexion guidée par l'impératif de changer en profondeur la radio allemande et le rapport qu'elle induit entre l'auditeur et le « producteur ».

ⁱⁱⁱ Voir l'ouvrage de Kostas Axelos, *Marx penseur de la technique*, Paris, Minuit, 1961.

^{iv} Fabien Granjon, *Reconnaissance et usages d'internet. Une sociologie critique des pratiques de l'information connectée*, Paris, Presses des Mines, 2012, 216 p.

^v Vincent Caradec, *Sociologie de la vieillesse et du vieillissement. Domaines et approches* (3e édition), Paris, Armand Colin, 2012, p. 88.

^{vi} Michael Lowy, *Avertissement d'incendie*, 2018, p.72.



Manger local et de saison, une tendance qui a du goût !

On le dit et on le répète : consommons local et de saison ! Oui, mais pourquoi ? Depuis de nombreuses années, que ce soit sur les étals des marchés ou en grande surface, l'offre de fruits et légumes frais répond à toutes les envies du consommateur et ce tout au long de l'année.

Les importations peuvent varier en fonction de la saison et de la demande, mais il est fréquent de trouver des framboises ou des myrtilles au mois de mars... Or, consommer local et de saison a des répercussions importantes, à différents niveaux :

1. **Fraîcheur et qualité nutritionnelle** : les fruits et légumes locaux sont souvent plus frais que ceux qui sont importés de loin et ils sont cueillis à maturité, ce qui signifie qu'ils sont plus riches en nutriments et ont plus de goût.
2. **Santé** : bien que l'importation de fruits et légumes puisse offrir un plus grand choix de produits, cela peut également avoir un impact sur la santé et le bien-être des consommateurs. Les aliments importés peuvent être cueillis avant leur maturité pour résister au transport, ce qui peut réduire leur valeur nutritionnelle. En outre, les aliments peuvent être traités avec des produits chimiques pour garantir leur fraîcheur et leur durée de conservation.
3. **Réduction de l'empreinte carbone** : les aliments importés de l'étranger ont souvent un impact environnemental plus important en raison des émissions de gaz à effet de serre liées au transport, par bateau ou par avion.
4. **Soutien à l'économie locale** : en achetant des produits locaux, on soutient les agriculteurs et l'économie locale, ce qui peut contribuer à maintenir des emplois et à encourager la production alimentaire dans nos régions. En achetant principalement des produits importés, nous participons au développement et à l'enrichissement des multinationales, au détriment des agriculteurs locaux qui ont de plus en plus de difficultés à faire face à la concurrence et ses prix compétitifs !
5. **Respect du rythme de la nature** : Les fruits et légumes de saison sont ceux qui poussent naturellement dans la région à un moment donné de l'année. En les choisissant, on s'adapte au rythme de la nature et on contribue à préserver la biodiversité locale.

Pour consommer tous les fruits et légumes au bon moment, retrouvez le calendrier saisonnier sur <https://www.apaqw.be/fr/calendrier-des-fruits-et-legumes-biomonchoix>





Adopter de nouvelles habitudes

Faut-il pour autant se priver de tout produit importé et se nourrir de choux tout l'hiver ? Est-il possible de se faire plaisir tout en adoptant un mode de consommation plus durable et responsable ? Certainement, même s'il n'existe pas de « modèle » idéal de consommation. En effet, notre démarche sera différente selon que nous privilégions la santé, les circuits courts, le commerce équitable, le prix... etc.

Nous pouvons, malgré tout, adopter de nouvelles habitudes, sans trop de contraintes :

- Avant toute chose, éviter ou limiter le gaspillage alimentaire ! 1/3 de toute la nourriture produite dans le monde est purement et simplement jetée, principalement dans nos pays industrialisés, pendant que 800 millions de personnes souffrent de malnutrition...
- Limiter notre consommation de produits transformés et/ou suremballés tels que les plats préparés, les pâtisseries industrielles, les célèbres « box repas » livrés à domicile, etc.
- Se méfier des prix bas et promos, notamment sur la viande : si le prix en magasin est si attractif, c'est bien souvent au détriment des éleveurs, du bien-être animal ou de la qualité de la viande !
- (re)découvrir les marchés locaux.

- Être attentifs aux labels « commerce équitable » sur certains produits importés tels que café, cacao, thé, jus de fruits, vin...etc. Ces labels garantissent notamment des conditions de travail et un salaire corrects, le soutien à des coopératives et exploitations familiales, la promotion d'une agriculture respectueuse de l'environnement, des investissements dans les infrastructures rurales (routes, irrigation, etc.).
- Être informés sur les pires modèles de politique agricole ! Ainsi, en Amérique du Sud, certains pays, comme le Brésil et l'Argentine, ont développé une industrie agricole exportatrice puissante, principalement axée sur les cultures de soja, de maïs et de viande. Les multinationales monopolisent les terres agricoles, ce qui entraîne la dépossession de petits exploitants et de communautés autochtones. L'impact environnemental est important, en particulier à cause de l'utilisation de pesticides et d'engrais chimiques qui contaminent les sols et les eaux. De plus, l'expansion de l'agriculture industrielle peut conduire à la déforestation et à la destruction des habitats naturels, ce qui a un impact sur la biodiversité et les populations animales locales... Soyons donc attentifs au pays d'origine des produits que nous achetons !

Sources :

- www.youmatter.world
- www.zerowastebelgium.org





Humundi (anciennement SOS Faim), est une organisation internationale active depuis 1964, qui lutte contre la faim, la pauvreté et les inégalités. Notre priorité absolue est de garantir à toutes et tous le droit fondamental à une alimentation saine, nutritive et durable. Avec notre réseau mondial de 70 partenaires, notre mission est de bâtir des systèmes alimentaires respectueux des paysan.ne.s, des mangeurs.euses et de notre planète.

Nous cultivons le droit à l'alimentation

Depuis 1964, nous luttons pour le droit à l'alimentation au côté du monde paysan. Chaque personne a le droit de pouvoir se nourrir et manger à sa faim, de produire ou d'avoir accès à une alimentation saine.

Nous cultivons la souveraineté alimentaire

Notre action accompagne les personnes et les collectifs pour qu'ils puissent contribuer à décider de ce qu'ils veulent manger et de la façon dont leur nourriture est produite. Nous le faisons notamment en soutenant des initiatives locales et la résilience des communautés en Afrique, Amérique latine et à travers le monde.

Nous cultivons l'agroécologie

L'agroécologie n'est pas une utopie, c'est une nécessité. Elle a prouvé qu'elle peut faire vivre les paysan.ne.s et nourrir chacun et chacune d'entre nous, du champ à l'assiette. Nous la défendons parce qu'elle est bénéfique. Pour l'humanité et pour la planète.

Nous cultivons les droits humains

Nous n'acceptons pas que celles et ceux qui nous nourrissent souffrent de la faim et qu'une part de la population n'ait pas accès à une nourriture saine. Nous agissons pour que chacun et chacune vive dignement de son travail et luttons contre les dérives d'un système alimentaire industriel qui appauvrit celles et ceux qui travaillent la terre, fragilise ou marginalise les plus vulnérables.

Nous cultivons un modèle durable

Face à l'urgence de la perte de biodiversité, de l'épuisement des sols et du changement climatique, face aux inégalités et aux visions à court terme, nous plaçons pour un modèle durable pour chaque individu. Et qui prend en compte nos limites planétaires.

Nous cultivons une action politique et citoyenne

Nous interpellons politiques et citoyen.ne.s sur la nécessité de politiques (agricoles, climatiques, commerciales, de santé...) cohérentes avec l'objectif de transition. Nous mobilisons les volontés et les consciences, parce que nous savons que c'est en étant engagé.es et solidaires que nous réussissons le changement.

Nous cultivons les alliances

En tant que membre de réseaux belges, européens et internationaux, nous unissons nos forces, nos connaissances et menons des actions communes afin de créer des alliances et stimuler la solidarité internationale.

Nous cultivons les résultats

Les projets que nous soutenons et développons avec nos partenaires profitent à plus d'un million et demi de familles paysannes. Et font bouger les consciences de beaucoup plus.

Nous cultivons l'inclusion

Nous travaillons avec les personnes et organisations à l'égalité et à l'équité entre les femmes et les hommes de tout âge afin que chacun.e puisse participer aux systèmes alimentaires et aux prises de décisions qui le/la concerne.

Nous cultivons l'espoir

Nous semons les graines d'un monde plus juste. Pour nous et pour les générations futures.

